

 31 août 2023

Michel Ducas - mducas@medialo.ca

Quartier Notre-Dame: les résidants «dans le flou»

Tant les propriétaires que les locataires se disent peu informés sur la suite des choses



©Capture d'écran - Le Citoyen Rouyn - La Sarre
Les propriétaires et locataires de la future zone tampon exigent d'être consultés avant que des décisions les concernant soient prises.

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation des cookies pour faciliter votre visite et nous permettre d'évaluer l'audience du site. Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).

[Poursuivre](#)

Lors d'une conférence de presse tenue mercredi, les membres de l'Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue (ALOCAT) et des représentants des propriétaires du quartier Notre-Dame ont aussi dénoncé le fait que le gouvernement du Québec autorise Glencore à continuer d'émettre cinq fois plus de particules d'arsenic que la limite permise. «Actuellement, c'est comme si on permettait à Glencore de rouler à 640 km/h dans une zone scolaire. C'est inadmissible, image l'organisateur communautaire de l'ALOCAT, Marc-André Larose. Dans ce cas-ci, parler de droits acquis pour Glencore, c'est comme dire que parce que mon père a eu son permis avant les lois sur l'alcool au volant, il a le droit de conduire ivre.»

Des frais engendrés

Du côté des propriétaires, la porte-parole, Marie-Ève Duclos, rappelle à François Legault qu'il a manqué à sa promesse. «Le premier ministre a déclaré, l'an dernier, que c'était aux gens de Rouyn-Noranda de décider, dit-elle. Maintenant, non seulement il est revenu avec à peu près le même plan, mais en plus, il a ajouté une zone tampon, tout ça sans tenir compte des consultations. Nous, propriétaires, avons passé plusieurs années à rénover nos maisons, à mettre des fleurs. Nous exigeons de Québec que le déménagement se fasse sans que cela nous coûte un sou.»

Même son de cloche du côté des locataires. «Nous avons appris aux nouvelles que nous étions chassés de chez nous, affirme Marc-André Larose. Plusieurs locataires ont des logis à 550\$ par mois, et pour se relocaliser, il leur en coûtera probablement plus de 1000\$ par mois pour le même espace. Nous déplorons, de plus, que les compensations qui seront versées par le gouvernement proviennent des poches des contribuables, alors que c'est Glencore qui devrait assumer la facture.»

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation des cookies pour faciliter votre visite et nous permettre d'évaluer l'audience du site. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

[Poursuivre](#)

Une propriétaire située dans la future zone tampon, Denise Dion, fonctionnaire à la retraite, affirme ne plus dormir depuis l'annonce de la création de la zone tampon, en mars dernier. « J'ai la mèche courte, vous dirait mon conjoint, affirme Mme Dion. Je suis allée voir une travailleuse sociale pour me conforter, car il y a un monstre dans mon placard. Comment l'en faire sortir et l'apprivoiser? » Elle fait ici référence au gouvernement, à Glencore et à la Ville de Rouyn-Noranda, à qui elle reproche de ne pas la soutenir dans cette épreuve. « J'aimerais qu'il (le monstre) me fasse de la place à ses côtés, et que nous avancions main dans la main, vers la porte. »

Des réponses inquiétantes

Devant le mutisme des intervenants, les propriétaires se sont réunis, et ont exprimé dans une longue lettre, envoyée le 17 juillet dernier, leurs inquiétudes à la sous-ministre adjointe aux Affaires municipales, Guylaine Marcoux. La réponse est arrivée lundi dernier, et avait de quoi inquiéter, selon Marie-Ève Duclos. « La mise en œuvre du plan est complexe, et nécessite un arrimage entre la Ville et la Fonderie Horne, dit Mme Duclos, citant textuellement la lettre. Ce que j'en comprends, c'est que le ministère des Affaires municipales, la Fonderie Horne et la Ville de Rouyn-Noranda sont en train de décider sans nous de ce qu'il va advenir de nous. Nous sommes exclus des décisions qui nous concernent. »

Les membres de la coalition disent avoir perdu confiance envers le gouvernement et envers la Ville de Rouyn-Noranda. « Nous exigeons de faire partie des discussions, d'avoir un droit de regard, et que toutes les décisions nous concernant soient soumises aux personnes concernées avant d'être officialisées. C'est une question de respect, c'est une question de transparence, c'est une question de confiance. »

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation des cookies pour faciliter votre visite et nous permettre d'évaluer l'audience du site. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

[Poursuivre](#)